Laïcité en France : naissance et évolution(s) d'un concept

Secularism in France: birth and evolution(s) of a concept

Laicidad en Francia: nacimiento y evolución de un concepto

Rita Hermon-Belot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/38991>

DOI : 10.4000/assr.38991

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 165-166

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Rita Hermon-Belot, « Laïcité en France : naissance et évolution(s) d'un concept », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 184 | octobre-décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 11 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/38991> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.38991>

Rita Hermon-Belot

Laïcité en France : naissance et évolution(s) d'un concept

Philippe Portier a voulu ici « replacer le moment actuel de la laïcité française dans l'histoire longue du régime des cultes en France » et, pour y parvenir, il s'appuie sur le projet d'une « sociologie historique » de la laïcité. D'une telle démarche, « méthode », écrit-il, il attend un double profit : « repérer les principes de continuité qui pèsent sur nos rationalités politico-juridiques en matière de régulation publique de la croyance » ; et comprendre aussi, par comparaison des époques, les processus de transformation qui les ont affectées, sous l'effet de l'évolution des formes du rapport social et des imaginaires qui leur donnent sens ». Le résultat est un livre intimidant qui occupe bien son lecteur. Il faut d'emblée souligner qu'un tel travail n'avait jamais été réalisé jusque-là. Cet ouvrage sera sans nul doute un livre de référence, une somme, et à bien des égards même une mine. Ceci parce qu'il offre un rassemblement de données d'une ampleur inédite, notamment législatives et juridiques, l'imposant appareil de notes faisant très méthodiquement à chaque fois le point sur la question en discussion. Et il met à notre disposition des outils précieux, bibliographie massive, chronologie et tableaux. À ce prix, le lecteur se voit proposer à la fois une description phénoménologique très fine et une démarche analytique puissante, déclinée en de nombreuses typologies, tout en donnant continuellement sa place à l'appréhension multi-factorielle de la causalité.

Un des paris très réussis était d'arriver à situer chacun des points abordés au regard des principaux imaginaires du moment, ceci avec une volonté constante de ne jamais figer les choses, en un effort considérable pour rendre compte du mouvement, de l'instabilité des conceptions en jeu. Et pas non plus d'esquive ici, des questions difficiles sont franchement posées : peut-on soutenir que le terrorisme djihadiste n'a rien à voir avec l'islam ? Ce livre répond à divers types de préoccupations. Il y a plusieurs ouvrages dans l'ouvrage, un livre d'histoire, un traité de droit. C'est déjà vraiment beaucoup, mais c'est très loin d'être tout. Car il y a en fait surtout une thèse, et vigoureuse. Elle présente une double dimension. Il s'agit de la nature de la laïcité : en l'occurrence un « concept » qui se stabilise, s'actualise, dans des modèles divers. Mais l'auteur a aussi à nous dire sur ce que nous vivons, sur les tournants récents que nous avons connus, et sur le caractère inédit, neuf, de certains d'entre eux, qui font l'objet de la dernière partie du livre. Cette thèse n'avance pas masquée, elle est annoncée dès l'introduction et il faut en souligner le caractère singulier même si elle relève d'une famille de pensée à laquelle l'auteur se rattache très clairement.

Par ce projet de « sociologie historique », il se place certes dans la ligne ouverte par Jean Baubérot. Il s'agit donc de moments et de modèles, mais – ce que le lecteur historien appréciera particulièrement – ceci sans linéarité. Des moments donc, ni des étapes, ni des seuils. Moments que nous récapitulons brièvement. L'« alliance juridictionnaliste » mène de la Révolution à 1905, couvrant donc le régime dit « concordataire » ou des « cultes reconnus ». Mais y sont aussi référés ici d'autres expériences que la française : celles du Danemark et de la Suède jusqu'au début des années 2000, celle de la Grande-Bretagne. L'État y noue un lien officiel avec un ou plusieurs cultes, sur lesquels il exerce un contrôle. Le « tournant séparatiste » est celui des années 1880-1925, pris donc en amont et en aval de la stabilisation de 1905, et qui apparaît sous le signe des « accomplissements ». Selon la formule de Hugo dans le débat sur la loi Falloux en 1850 : « L'Église chez elle, l'État chez lui ». Et enfin le « modèle partenarial », qui se divise lui-même en deux temps, celui du « programme reconnaissant » des années 1970-1980, et ce que l'auteur appelle « l'inflexion sécuritaire », de la fin des années 1980 à aujourd'hui, en un cheminement qu'il décrit comme allant de l'inclusif vers le cohésif. Les moments s'allient donc ici à des modèles, mais sans leur être exactement superposables, ce qui est bien plus intéressant et beaucoup plus convaincant, mais ne va pas sans poser parfois de très intrigantes questions. Modèle juridictionnaliste donc, principe séparatiste qui fait corps avec l'idéologie républicaine de l'État surplombant, et programme reconnaissant lui-même remis en cause par « l'inflexion sécuritaire ». Et tout au long de ce qui est aussi une mise en récit, il faut dire encore la richesse des dossiers ouverts pour chacun de ces moments et les récapitulatifs précieux qui sont offerts au lecteur. Pour n'en citer que quelques-uns, ceux de 1989, avec l'affaire du foulard à Creil en septembre, et l'affaire Rushdie en février. L'étagé européen, avec de frappantes convergences autant positives que négatives, notamment les désillusions du pluriculturalisme, pour Angela Merkel comme pour David Cameron. Et des caractérisations qui ne manqueront pas de faire débat : l'adoption du PACS et du mariage pour tous comme « réformes laïques ».

On aura compris que l'un des intérêts majeurs de ce livre réside dans la façon dont il croise et tente de concilier les approches, celle du politiste bien sûr, mais surtout celle de l'historien et celle du juriste. Car c'est aussi très largement au droit que s'adosse ce long parcours à travers l'histoire. Droit qui seul peut servir de référence en démocratie, mais un droit aussi composé par des hommes, en réponse aux problèmes qu'ils rencontrent et en fonction des sensibilités et héritages qui sont les leurs. Une rencontre disciplinaire qui fait à notre sens le cœur de l'ouvrage et constitue aussi une très vive et stimulante invitation à revenir sur nombre des passionnants dossiers signalés ici, et ce serait toujours, comme l'exemple en est donné de façon si stimulante ici, en croisant très décidément les approches disciplinaires et les outils qui leur sont propres.

Rita HERMON-BELOT

CéSor (EHESS)

rita.hermon-belot@ehess.fr